COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 1^{er} octobre 2002

Budget réduit, 639 suppressions d'emplois
Les missions de la Direction Générale des Impôts en danger

Suite à la présentation du budget 2003 par le Directeur Général des Impôts, le 27 septembre, les organisations syndicales de la DGI tiennent à faire part de leur profond mécontentement au regard des conséquences déjà prévisibles de ce budget en matière de missions et d'emplois.

Le 7 octobre prochain, le Comité Technique Paritaire Ministériel (CTPM), présidé par M. MER fera clairement état des orientations du ministre en matière de réforme sur la base d'un budget en régression.

Ce budget laisse, dès aujourd'hui, préfigurer l'abandon de missions de services publics, une dégradation de la qualité des services rendus aux contribuables et usagers et une aggravation encore accrue des conditions de travail des personnels.

Les 639 suppressions d'emplois prévues l'an prochain à la DGI s'accompagneront d'une vaste opération de redéploiement national. Cette décision est lourde de sens car sans discussion préalable sur le contenu de celles-ci, il faut déjà considérer que l'ensemble des missions de services publics assurées par la DGI risque de pâtir de l'approche dogmatique qui a présidé à l'élaboration de ce budget.

Les organisations syndicales de la DGI ne partagent en aucune manière la confiance et l'optimisme affichés par la Direction Générale quant à la capacité de notre administration à améliorer le fonctionnement des services et à assurer pleinement ses missions, alors que de telles coupes sombres sont annoncées en matière d'effectifs.

Alors que les agents des impôts sont confrontés au quotidien aux difficultés de fonctionnement des services résultant pour une bonne part de la mise en place d'une ARTT sans création d'emplois, les annonces faites pour 2003 vont sans aucun doute aggraver cette situation.

L'évolution de 0,8 % (- 1 % après inflation de 1,8 %) des crédits de la DGI alliée à la forte augmentation des crédits du projet Copernic, entraînera une réduction des moyens de fonctionnement qui pénalisera agents et usagers du service public.

Cette orientation budgétaire privilégiant le projet Copernic permettra sans doute à l'administration de présenter, dès 2004, de nouvelles incidences en termes de gains de productivité qui seront à nouveau utilisés pour justifier de nouvelles suppressions d'emplois.

Les organisations syndicales ont convenu de se rencontrer à l'issue du CTPM du 7 octobre qui devrait dévoiler toute l'ampleur des réformes arrêtées pour examiner les perspectives d'actions nécessaires. Les organisations syndicales appellent les personnels à se réunir pour débattre de la situation, exprimer leurs revendications, et traduire auprès de la Direction Générale des Impôts toutes leurs réactions et leurs exigences.